



Fédération
des acteurs de
la solidarité

SEGUR POUR TOUS IMPACTS POUR L'IAE

Synthèse des éléments de l'enquête nationale

Janvier 2025

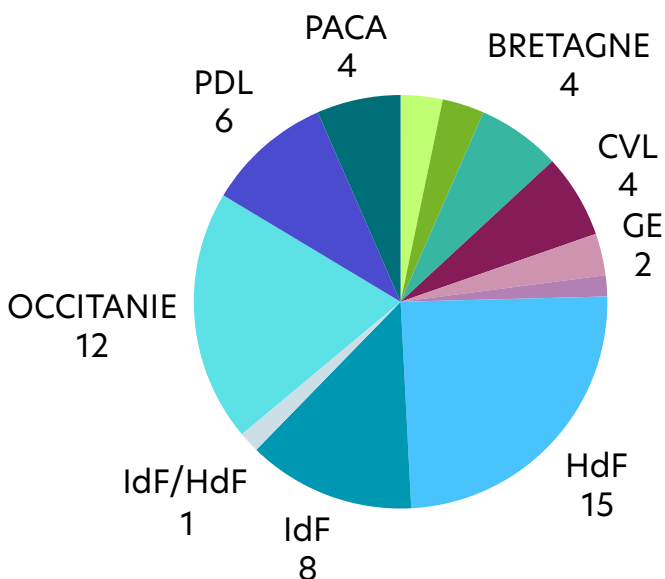
Le SEGUR pour TOUS impacte fortement les structures de l'IAE entrant dans le périmètre des accords. Cette situation concerne majoritairement les dispositifs portés par des associations "assemblier" développant également des activités d'hébergement, de veille sociale, d'accès au logement (...)

61
Répondants

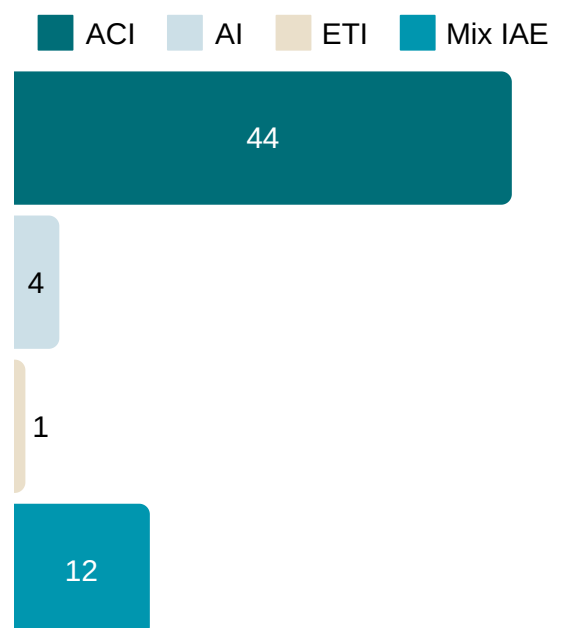
6239
Salarié.e.s permanent.e.s
et en insertion concerné.e.s

19 161 199 €
Impact financier

Répartition des répondants
selon la région géographique

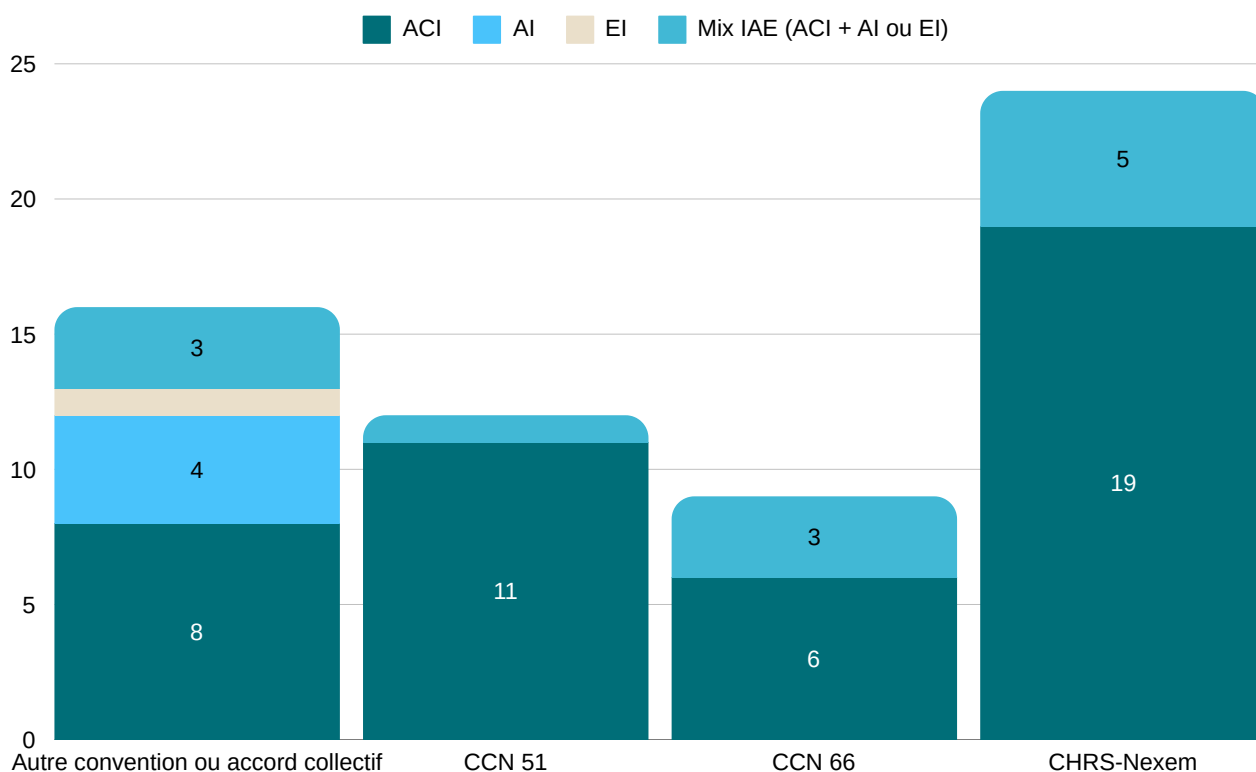


Répartition des répondants
selon leur type de
conventionnement



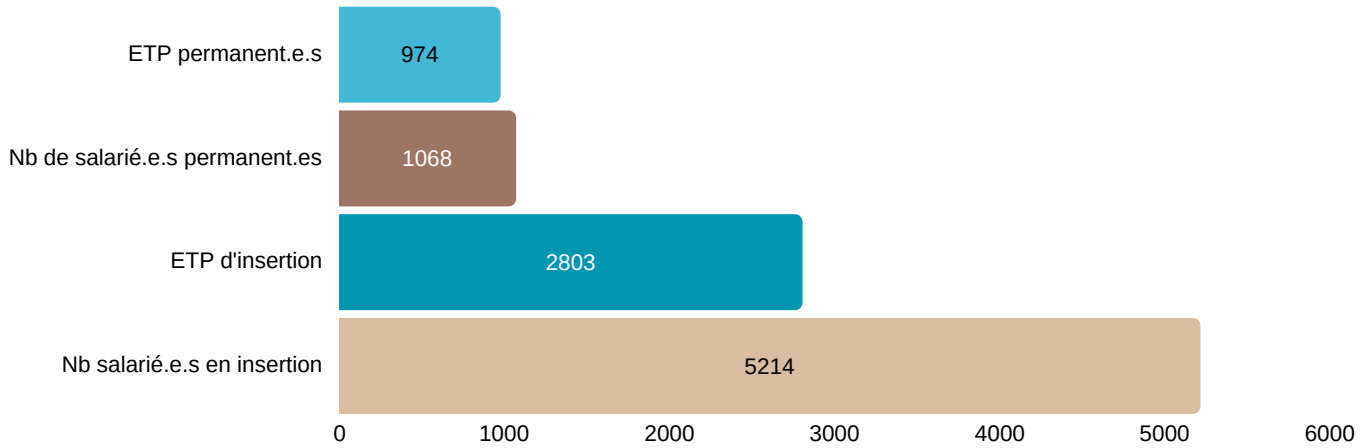
45 des 61 structures concernées ayant répondu à notre enquête **relèvent directement des conventions portées par un des syndicats employeurs membres de la confédération AXESS.**

Répartition des répondants selon la convention collective

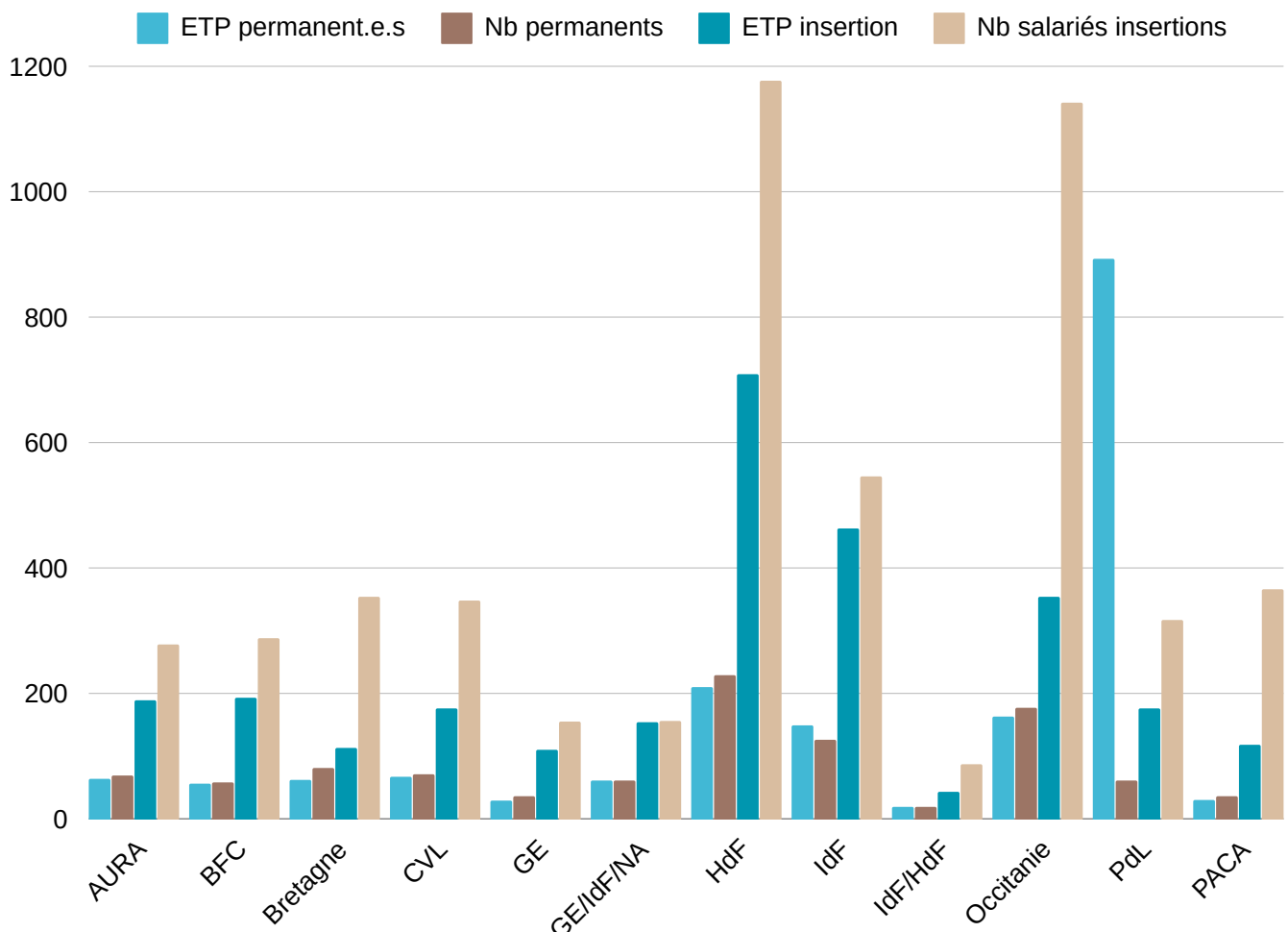


Nombre de ces structures, souvent des ACI, ont déjà du appliquer le SEGUR à leurs salarié.e.s permanent.e.s, au regard de leur responsabilité employeur, sans compensation à ce jour. L'application du SEGUR pour TOUS aux salarié.e.s en insertion, au delà des questions de "sens" qu'elle pose, met en péril immédiat ces structures, le service rendu sur les territoires, et les emplois permanents et d'insertion qu'elles portent.

Nombre d'ETP et de salarié.e.s permanent.e.s et en insertion concerné.e.s

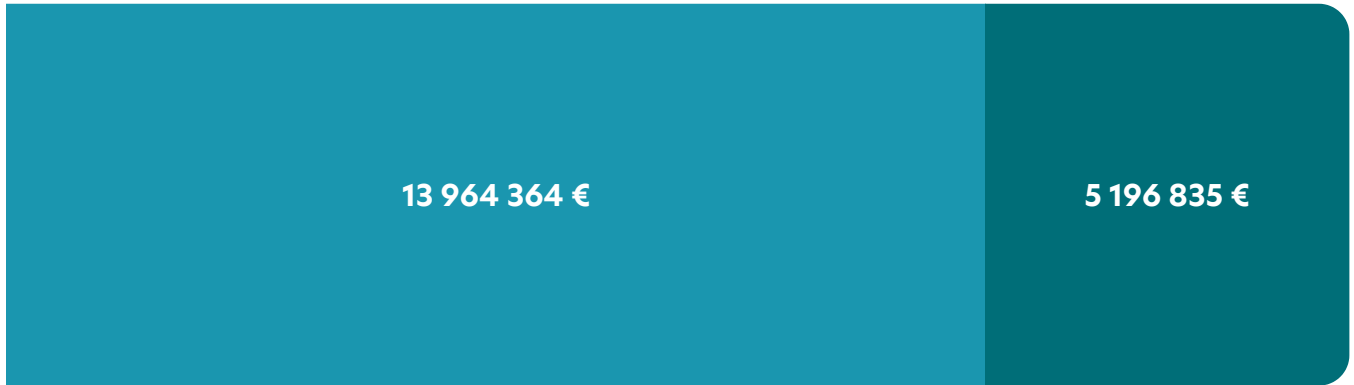


Nombre d'ETP et de salarié.e.s permanent.e.s et en parcours d'insertion concerné.e.s sur chaque région



Impact annuel de l'application du SEGUR pour les salarié.e.s permanent.e.s et les salarié.e.s en insertion

- Impact annuel de la revalorisation SEGUR pour les salarié.e.s en contrat d'insertion
- Impact annuel de la revalorisation SEGUR pour les salarié.e.s permanent.e.s



Les **résultats prévisionnels** de l'exercice 2024 sont, de fait, tous déficitaires, et se situent entre - **18 575** et - **1 977 092 euros**.

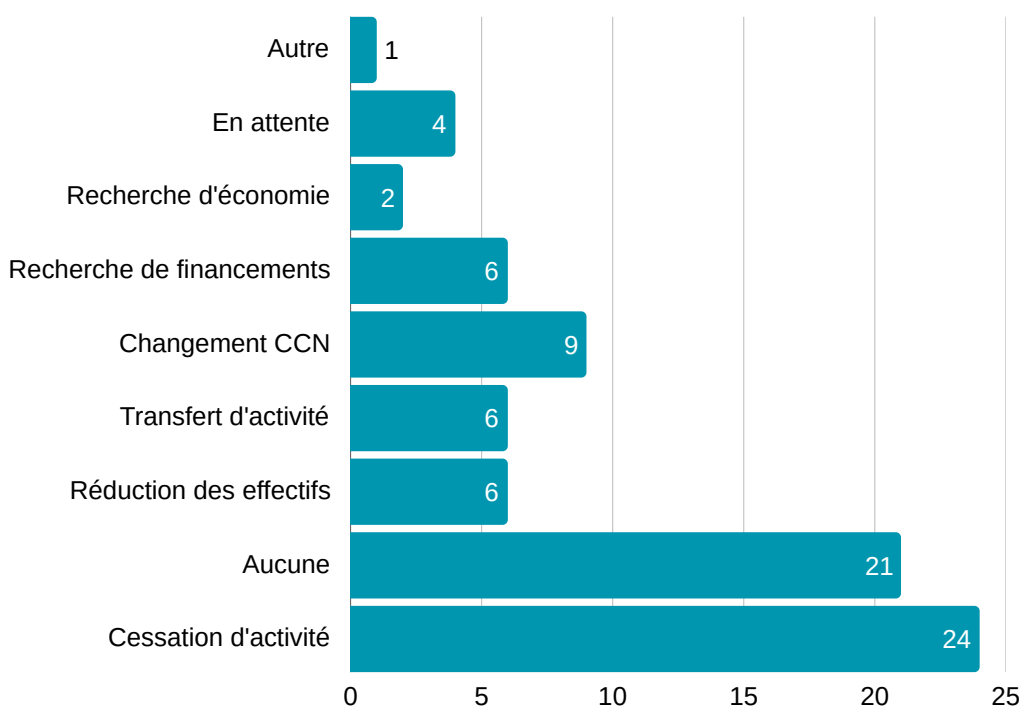


Ils seront soumis à l'appréciation des commissaires aux comptes, qui sont assermentés et pourront émettre des alertes pouvant aller jusqu'à une décision du tribunal, qui est fondé, s'il le juge, à mettre en place des mesures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation.

La forte hausse des charges de personnel induite par le SEGUR pour TOUS remet en cause l'existence même des SIAE concernées. Elle se surajoute à la non-compensation du SEGUR pour les salariés permanents, et les difficultés de financements de l'IAE.

Afin de maintenir le service rendu sur les territoires, les associations doivent trouver des solutions pour maintenir leur activité. A ce jour, cela ne peut se faire qu'en trouvant des modalités pour s'extraire des obligations liées au SEGUR pour TOUS. Différentes pistes sont évoquées et actuellement travaillées.

Répartition des structures selon les différentes options de travail citées



La part de commercialisation ne peut pas être envisagée comme une piste d'équilibre budgétaire. D'une part, elle flirte déjà avec les 30% dans de nombreuses structures, d'autre part, les ACI (structures très majoritairement touchées) accueillent les publics les plus éloignés de l'emploi. Exiger une productivité forte est donc incompatible avec l'objet social des ACI.

La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS)

est un réseau de plus de 900 associations et 2800 structures qui accueillent et accompagnent les personnes en situation de précarité. Elle est composée d'une fédération nationale et de 13 fédérations régionales sur l'ensemble du territoire.

La Fédération lutte contre les exclusions, promeut l'accompagnement social global et favorise les échanges entre tous les acteurs du secteur social.

La Fédération représente les établissements et services adhérents dans les secteurs de l'insertion par l'activité économique, de la veille sociale, de l'hébergement, du logement adapté, du médico-social ou encore dans l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés.

La Fédération soutient ses adhérents, les forme et les conseille. Elle agit également auprès des pouvoirs publics pour promouvoir une société plus juste et plus solidaire.

Elle participe enfin à des projets d'innovation sociale dont plusieurs sont soutenus par l'État, tels que les programmes SEVE Emploi et Respirations.

www.federationsolidarite.org